

Séance du Conseil Municipal du 26 février 2010

Présents: DONADEY Pierre, BARRIOS BRETON Marie Thérèse, SALTON Gérard, VRIGNON Bertrand, VALLAURI Jean-Claude, DEBOST Bernard, DORDE Maéva, DOTTAIN Laurence, DUQUESNE Céline, HAVARD-CORBIERE Chantal, REYNAUD Gilles, SIMON Raphaël, SOUMATI Marie-Christine, ZIZZO François.

Procurations :

Melle DORDE Maéva à M. le Maire

Mme HAVARD-CORBIERE Chantal à Mme BARRIOS BRETON Marie Thérèse

M. VRIGNON Bertrand à M. VALLAURI Jean-Claude

Secrétaire :

Mme BARRIOS BRETON Marie Thérèse

Ouverture de la séance du Conseil Municipal à 20h30.

Lecture du PV du dernier conseil municipal du 17 décembre 2009 :

Monsieur le Maire donne lecture du PV qui sera disponible comme à l'accoutumée sur le site Internet de la commune.

Adoption du PV : Unanimité

Séance du Conseil Municipal du 26 février 2010

Ouverture de la séance :

Sont ajoutées des délibérations vues en séance plénière relatives à :

- 1) Biens sans maître Quartier la Pighièra A 1025, A 1028 et A 1029
- 2) Biens sans maître Quartier Pifourchier B 495
- 3) Numérotation Escalinada Jules SIOLY
- 4) Aliénation chemin rural Quartier la Pighièra
- 5) Création poste Adjoint administratif
- 6) Médaille d'honneur communale : gratification à l'intéressé

Mme BARRIOS BRETON Marie Thérèse est élue secrétaire de séance.

Ordre du jour :

1^{er} point ; Adhésion de la commune de Peille à la communauté de communes du pays des Paillons :

Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du 29 juillet 2009, le conseil municipal a accepté l'adhésion de la commune de Peille à la communauté de communes du pays des Paillons à compter de son retrait effectif de la communauté d'agglomération de la Riviera Française.

Il informe que la commune de Beausoleil a porté recours devant le tribunal administratif en référé, et au fonds, sur le bien fondé des délibérations prises lors de la séance du conseil communautaire de la CARF, au motif, entre autre, que les conditions de forme de convocation des conseillers communautaires n'avaient pas été respectées. Par suite, le tribunal administratif, par jugement en date du 18 novembre 2009 a décidé de suspendre l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2009 actant la sortie de la commune de Peille du périmètre de la CARF.

Depuis, par délibération en date du 27 novembre 2009, la commune de Peille a réitéré sa demande de retrait de la communauté d'agglomération de la Riviera Française en vue de son attachement à la communauté de communes du pays des Paillons. Le conseil communautaire de la CARF a approuvé cette demande par délibération en date du 10 décembre 2009.

Par ailleurs, le conseil communautaire de la communauté de communes du pays des Paillons, lors de sa séance du 18 janvier dernier, a réitéré son accord pour que la commune de Peille adhère à la communauté de communes du pays des Paillons.

Il convient donc de confirmer la décision d'accepter l'adhésion de la commune de Peille à la communauté de communes du pays des Paillons, les raisons de cette décision étant inchangées par rapport à la délibération précédente.

- Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.5211-18 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2003 portant création de la communauté de communes du pays des Paillons ;
- Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes du pays des Paillons n° 100106, en date du 18 janvier 2010 se prononçant en faveur de cette adhésion ;

- Considérant l'appartenance de la commune de Peille au canton de L'Escarène qui forme, avec le canton de Contes (à l'exception de Coaraze) l'entité géographique et économique du pays des Paillons ;
- Considérant que l'élargissement du périmètre de la communauté de communes du pays des Paillons à la commune de Peille renforce la cohésion du territoire communautaire ;
- Considérant que les raisons qui ont motivé la demande d'adhésion de la commune de Peille s'inscrivent pleinement dans les objectifs du projet de développement durable du pays des Paillons ;

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de réserver une suite favorable à cette demande.

Le conseil municipal, ouï l'exposé de monsieur le Maire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Se prononce favorablement à la demande d'adhésion de la commune de Peille à la communauté de communes du pays des Paillons à compter de son retrait effectif de la communauté d'agglomération de la Riviera Française.

2^{ème} point ; Travaux d'alignement 13 Bd Dr Roux : Demande de subvention au conseil général :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les travaux en cours concernant l'alignement au niveau du 13 boulevard du Docteur Roux.

Ces travaux consistent à élargir d'un mètre la voie publique à cet endroit pour permettre à l'avenir de créer un trottoir.

L'estimatif des travaux s'élève à 12 540 €uros H.T.

Le financement peut être assuré de la manière suivante :

Subvention du Conseil Général	(45 % du H.T.)	5 643.00 €uros
Part communale	(55 % du H.T.)	6 897.00 €uros
Total HT		12 540.00 €uros

Soit T.T.C. 14 997.84 €uros

Une demande de subvention a été déposée au conseil général le 07 janvier dernier.

Une délibération est nécessaire pour compléter ce dossier.

LE CONSEIL MUNICIPAL, Ouï l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité moins une abstention, (J C VALLAURI ne participant pas au vote),

Approuve l'estimatif présenté au titre de cette opération,

Approuve le plan de financement présenté,

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

3^{ème} point ; Adhésions au SICTIAM :

Le Conseil municipal appelé à délibérer sur la demande d'adhésion de différentes collectivités et établissements au SICTIAM au cours de l'année 2009,

Considérant la délibération du conseil syndical du SICTIAM du 04 décembre 2009 et le courrier afférent de ce syndicat;

En application du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-18.1 ;

Où l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré à l'unanimité,
Se prononce favorablement sur la demande d'adhésion au SICTIAM de ces différentes collectivités et établissements figurant en annexe;

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

4^{ème} point : Participation des communes aux frais de fonctionnement de l'école :

Le Maire,

Vu la Loi 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat notamment son article 1 qui dispose que les communes règlent par leurs délibérations les affaires de leur compétence ;

Vu la Loi 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée par l'article 37 de la Loi 86-29 du 9 janvier 1986 et l'article 11 de la Loi 86-972 du 19 août 1986 relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements et les Régions ;

Vu la Circulaire 89-723 du 25 août 1989 fixant le régime de répartition intercommunale des charges des écoles publiques ;

Considérant que l'école de L'ESCARENE est fréquentée par des élèves résidant dans d'autres communes disposant d'une école et pour lesquels une dérogation signée par les deux maires concernés, équivaut engagement de paiement ;

Considérant que l'école de L'ESCARENE est également fréquentée par des élèves résidant sur la commune du TOUET de L'ESCARENE qui ne dispose pas d'école ;

Aux termes de la loi précitée, les élèves du primaire provenant d'une commune de résidence ne possédant pas d'école doivent être accueillis dans les écoles d'autres communes possédant une capacité d'accueil suffisante et la commune de résidence doit participer aux frais de fonctionnement.

Les élèves de maternelles peuvent être accueillis dans les mêmes conditions.

Conformément à la réglementation, et après constatation des dépenses réelles ;

Les frais de participation pour l'année scolaire 2008-2009 s'élèvent à 861.93 € par enfant.

L'actualisation annuelle se fera en fonction des frais d'entretien réellement engagés et facturée sur l'année 2009-2010.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Fixe à 861.93 € par enfant le montant des frais de fonctionnement dus par les communes de résidence pour l'année scolaire 2008-2009.

Conformément à la réglementation et comme à l'accoutumée, cette décision sera transmise à chaque commune et un titre de recette sera émis à leur encontre.

5^{ème} point : Personnel communal : Renégociation du contrat d'assurance des risques statutaires :

Monsieur le Maire expose au conseil municipal :

* La possibilité d'adhérer au service d'assurance groupe mis en place le Centre de Gestion, pour la couverture des risques statutaires inhérents au statut des agents publics, (application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant statut de la fonction publique territoriale) ;

* La possibilité de mandater le Centre de Gestion en vue de la souscription, pour son compte, d'un contrat d'assurance la garantissant contre les risques financiers découlant des dispositions de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984.

Les conditions des contrats pour lesquels le Centre de Gestion reçoit mandat sont les suivantes :

- régime contrat : capitalisation
- type de contrat : contrat groupe
- durée du contrat : 4 ans
- catégorie de personnel à assurer :
 - * soit agents titulaires ou stagiaires affiliés à la CNRACL ;
 - * soit agents non titulaires et agents titulaires ou stagiaires affiliés à l'IRCANTEC effectuant plus au moins de 200 heures par trimestre.
- seuil d'entrée sans condition dans le contrat :
- services complémentaires : à définir par le Centre de Gestion.

Il précise que la décision fera l'objet d'une nouvelle délibération après information par le Centre de Gestion du résultat de la mise en concurrence.

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26,

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 4) de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et relatif aux contrats souscrits par les Centres de Gestion pour le compte des collectivités locales et établissements publics territoriaux,

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Décide de mandater le Centre de Gestion de la fonction publique territoriale des Alpes-maritimes en vue d'une négociation et la souscription, pour son compte d'un contrat d'assurance auprès d'une entreprise d'assurance agréée tel qu'exposé ci-dessus ;

L'étendue des garanties pour lesquelles le Centre de Gestion reçoit mandat est celle résultant des articles L416-4 du Code des Communes et 57 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée susvisée.

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

6^{ème} point : Dénomination du tunnel routier menant à la Gendarmerie et à la caserne des sapeurs pompiers :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal d'une demande formulée pour donner un nom au tunnel routier menant à la Gendarmerie et à la caserne des sapeurs pompiers en hommage au premier soldat américain tué sur notre commune.

Il propose le nom de «Tunnel Robert W BROWN».

Monsieur le Maire fait un bref historique de ce jeune soldat de 20 ans mort à cet endroit le 05 septembre 1944 sous une salve d'obus ; (historique joint en annexe).

Une délibération est nécessaire pour approuver cette proposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Adopte la dénomination telle qu'exposée ci-dessus.

Une manifestation sera organisée avec la pose d'une plaque commémorative sur les lieux.

La date du dimanche 05 septembre 2010 est proposée.

7^{ème} point ; Biens vacants et sans maître, A 1025, 1028, 1029, Quartier La Pighièra :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la réglementation applicable aux biens sans maître et à l'attribution à la commune de ces biens.

Il expose que le propriétaire des terrains situés dans le quartier La Pighièra, Parcelles section A n°1025, 1028, 1029 d'une contenance, respectivement de 816 m², 10 m² et 1292 m² est décédé il y a plus de 30 ans.

Il a par ailleurs obtenu des services cadastraux, l'assurance que le dernier propriétaire est bien monsieur Laurent VERANI né il y a plus de 150 ans et sans héritiers connus.

Les terrains sont à l'état d'abandon.

Les services du Domaine ont par ailleurs confirmé que l'Etat n'est pas entré en possession de ces biens.

Ces biens reviennent à la commune si cette dernière ne renonce pas à ce droit.

Monsieur le Maire propose de se rendre propriétaire de ces biens par l'adoption de cette délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Où l'exposé de monsieur le Maire,

Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,
notamment ses articles L 1123-1 et L 1123-2,

Vu le code civil, notamment son article 713,

Accepte de se rendre propriétaire de ces biens situés Quartier La Pighièra, Parcelles section A n°1025, 1028, 1029 d'une contenance, respectivement de 816 m², 10 m² et 1292 m² et exercer ses droits en application des dispositions de l'article 713 du code civil pour les raisons suivantes :

- Terrains à l'état d'abandon ;
- Aucune manifestation de propriétaire depuis 1956 ; (renseignements pris auprès du service des Hypothèques) ;

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

8^{ème} point ; Biens vacants et sans maître, B 495, Quartier Pifourchier :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la réglementation applicable aux biens sans maître et à l'attribution à la commune de ces biens.

Il expose que le propriétaire d'un terrain situé dans le quartier Pifourchier, Parcelle section B n°495 d'une contenance de 5790 m² est décédé il y a plus de 30 ans.

Il a par ailleurs obtenu des services cadastraux, l'assurance que le dernier propriétaire est bien monsieur Charles TOBON né il y a plus de 150 ans et sans héritiers connus.

Le terrain est à l'état d'abandon.

Les services du Domaine ont par ailleurs confirmé que l'Etat n'est pas entré en possession de ces biens.

Ce bien revient à la commune si cette dernière ne renonce pas à ce droit.

Monsieur le Maire propose de se rendre propriétaire de ce bien par l'adoption de cette délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code général de la propriété des personnes publiques,
notamment ses articles L 1123-1 et L 1123-2,
Vu le code civil, notamment son article 713,

Accepte de se rendre propriétaire de ce bien situé Quartier Pifourchier, Parcelle section B n°495 d'une contenance de 5790 m² et exercer ses droits en application des dispositions de l'article 713 du code civil pour les raisons suivantes :

- Terrain à l'état d'abandon ;
- Aucune manifestation de propriétaire depuis 1956 ; (renseignements pris auprès du service des Hypothèques) ;

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches et signer tous documents afférents.

9^{ème} point ; Numérotation de L'escalina Jules SIOLY :

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de l'intérêt de numéroté l'escalina Jules SIOLY, du nom d'un ancien Maire de L'Escarène, (1908-1912).

Il présente la proposition établie par monsieur Alain DUTERTRY et l'en remercie.

Il s'agit d'attribuer les numéros pairs côté Nord et les numéros impairs côté Sud, les numéros progressant dans la direction opposée au centre ville.

Monsieur le Maire souhaite qu'une délibération de principe soit prise avant, afin qu'au titre de ses pouvoirs de police il puisse effectuer par arrêté municipal cette opération.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Adopte le principe de numéroté l'escalina Jules SIOLY comme exposé ci-dessus.

10^{ème} point ; Quartier La Pighièra Lieu dit La Vigna : Aliénation d'un chemin rural : Délibération pour procéder à l'enquête publique préalable :

Monsieur le Maire informe que le chemin rural situé au lieu dit La Vigna n'est plus affecté à l'usage du public et qu'il n'a plus lieu de l'utiliser et constitue aujourd'hui une charge pour la collectivité.

L'aliénation de ce chemin rural, prioritairement aux riverains, apparaît bien comme la meilleure solution. Pour cela, conformément au décret n°76-921 du 8 octobre 1976, il convient de procéder à l'enquête publique préalable à l'aliénation de ces biens du domaine privé de la commune dans les conditions de forme et de procédure de l'enquête préalable au déclassement, à l'ouverture, à la fixation de la largeur et au déclassement des voies communales (code de la voirie routière articles R 141-4 et suivants).

En conséquence, monsieur le Maire propose de délibérer afin de :

- Procéder à l'enquête publique préalable à l'aliénation du chemin rural situé au lieu dit La Vigna, en application du décret n° 76-921 précité ;
- Autoriser monsieur le Maire à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Adopte,

Décide de procéder à l'enquête publique préalable à l'aliénation du chemin rural situé au lieu dit La Vigna, en application du décret n° 76-921 précité ;

Autorise monsieur le Maire à effectuer toutes démarches correspondantes et signer tous documents afférents.

11^{ème} point ; Création de deux postes d'Adjoint administratif territorial 2^{ème} classe :

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal compte tenu des nécessités des services de modifier le tableau des emplois.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée la création de deux emplois d'adjoint administratif territorial 2^{ème} classe :

- 1) 1 à temps complet : 35 H par semaine.
- 2) 1 à temps non complet : 31 H par semaine.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Décide d'adopter la création des emplois proposés.

Filière : administrative.
Cadre d'emploi : C.
Grade : Adjoint administratif territorial 2^{ème} classe.

- 1) Temps complet : 35 H par semaine : 01.
- 2) Temps non complet : 31 H par semaine : 01.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces emplois seront inscrits au budget 2010 de la commune, chapitre 012.

12^{ème} point ; Médaille d'honneur Alain PODAVINI :

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que monsieur Alain PODAVINI a reçu au début de l'année 2010 la médaille d'honneur départementale et communale, médaille de vermeil, pour 30 années de services auprès de la commune de L'Escarène.

Il informe qu'il est d'usage, qu'à cette occasion, une gratification soit accordée à l'intéressé.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
Où l'exposé de monsieur le Maire,
Et après en avoir délibéré à l'unanimité,

Se prononce favorablement sur cette proposition,

Décide d'accorder à l'intéressé une somme de 200 € net pour le remercier de son implication et de son dévouement à la vie communale.

Questions diverses :

Projet Unité de vie Alzheimer:

Monsieur Gilles REYNAUD informe qu'une sélection de trois architectes a eu lieu et que le choix définitif sera fait fin avril 2010.

Voirie d'intérêt communautaire :

Monsieur le Maire rappelle que par notre adhésion à la communauté de communes du Pays des Paillons, la route des Truès doit être impérativement classée route intercommunautaire puisque reliant Peille à L'Escarène, elle est utilisée par de très nombreux habitants de cette 1^{ère} commune.

De même, il serait plus que souhaitable de rétablir la liaison entre le quartier des Mounts situé sur la commune de Lucéram et le quartier de la Pighièra de la commune de L'Escarène et la classer route intercommunautaire pour des raisons ludiques, (VTT, balades à vélo), mais surtout de sécurité : interventions des pompiers facilitée et si nécessaire évacuation des populations en cas d'incendie. Monsieur le Maire de Lucéram souhaite une rencontre dans ce sens, étant favorable à cette idée.

Aménagement Place Camous et microsite:

Monsieur le Maire rappelle les trois projets présentés pour avis aux élus et à la population.

Vue la consultation publique et les divers avis et après discussion, l'ensemble des élus se prononce pour le déplacement du microsite de l'autre côté du pont. L'aménagement de la Place Camous fera l'objet d'une nouvelle proposition.

Le Conseil Municipal ayant examiné tous les points mis à l'ordre du jour, la séance est levée.